

COMPRENDRE LE VENEZUELA SANS MANICHÉISME



THOMAS POSADO *

Le processus bolivarien suscite depuis des décennies des controverses majeures à gauche chaque fois qu'il apparaît à la une de l'actualité : entre 2002 et 2006, entre les espérances légitimes des antilibéraux et l'effroi des sociaux-démocrates et depuis quelques années dans un conflit immensément plus contradictoire et dramatique, entre les ingérences des États-Unis, la tournant autoritaire de Nicolás Maduro et l'effondrement du système de production. Nous voudrions revenir dans ce texte sur quelques aspects de ces polémiques : l'absence de réalité de la notion de socialisme au Venezuela, les causes de

l'effondrement économique et la nature des ingérences commises. Nous concluons notre propos sur les quelques perspectives que l'on peut imaginer pour le pays.

L'échec du processus bolivarien n'est pas celui du socialisme

La rhétorique socialiste utilisée par le gouvernement vénézuélien depuis 2005 induit les débats dans des voies erronées. Le secteur privé a toujours eu une part majoritaire dans l'économie vénézuélienne et les gouvernements chavistes n'ont pas changé cette caractéristique. Selon les données de la Banque centrale du Venezuela,

* DOCTEUR EN SCIENCES POLITIQUES.

¹ Banco central de Venezuela, « Información Estadística. PIB por Sectores Institucionales », consulté le 8 mai 2019, disponible sur : <<http://www.bcv.org.ve/estadisticas/producto-interno-bruto>>.

la part du secteur public dans le produit intérieur brut (PIB) a très peu augmenté entre le premier trimestre 1999, date de l'investissement d'Hugo Chávez, et le troisième trimestre 2015, dernier intervalle pour lequel nous disposons de ces informations, passant de 31,9 % à 34,2 % après un minimum de 24,5 % lors du second semestre 2007¹. Ces chiffres ont sans doute évolué depuis le développement de la crise, mais cela permet en préalable de réfuter l'hypothèse d'un système économique alternatif au Venezuela qui aurait été fondé durant les années Chávez. Les nationalisations ont été tardives (à partir de 2007 principalement), ont été indemnisées au prix du marché et ont abouti dans la plupart des cas à des entreprises peu productives.

Un capitalisme rentier et corrompu, origine de l'effondrement économique

Dans une économie dépendante de la rente pétrolière, qui représente, depuis des décennies, la quasi-totalité de ses exportations, les années 2004-2014 ont été un cycle d'abondance, le cours du baril

de pétrole augmentait jusqu'à dépasser les 100 dollars (à l'exception d'un bref intermède en 2008-2009). Des programmes sociaux, baptisés « missions », se sont développés en termes de santé, d'éducation, d'alimentation et de logement pour améliorer le quotidien des plus modestes. Ce ne sont pas ces redistributions, mais celles envers les entreprises qui ont eu des conséquences dramatiques les années suivantes. En effet, à partir de 2003, au moment des tentatives de renversement de l'opposition, Hugo Chávez a mis en place un contrôle des changes et un octroi de dollars subventionnés. Depuis cette date, des firmes multinationales et des entrepreneurs proches du gouvernement, plus connus sous le nom de bourgeoisie bolivarienne ou bolibourgeoisie, détournent ce système par des surfacturations d'importations et des demandes de dollars subventionnés pour des importations non réalisées, avec la complicité du gouvernement. Les études sur ces malversations font état d'une fuite de centaines de milliards de dollars par ce biais. Des fortunes colossales ont été accumulées par ce moyen, notam-

¹ « Banco central de Venezuela, « Información Estadística. PIB por Sectores Institucionales », consulté le 8 mai 2019, disponible sur : <<http://www.bcv.org.ve/estadisticas/producto-interno-bruto>>.

ment par des amis du pouvoir, au vu et au su de tous, y compris des gouvernements Chávez puis Maduro. Ce phénomène est à l'origine d'une perte totale de confiance dans la monnaie vénézuélienne, qui a perdu 99,99 % de sa valeur depuis l'été 2012.

La caractéristique principale du capitalisme vénézuélien est sa dimension rentière. Si Hugo Chávez a réussi à reprendre le contrôle de l'industrie pétrolière qui était de plus en plus autonome de l'État, s'il a réussi à redistribuer une partie des richesses aux plus modestes (et une autre aux plus aisés par l'octroi de dollars subventionnés qu'on vient de mentionner), il n'est en revanche pas parvenu à diversifier les sources de revenus. Pire encore, dans une tentative désespérée d'accumuler des ressources, Nicolás Maduro a accru encore davantage cette dépendance aux matières premières avec une faible valeur ajoutée en publiant, début 2016, un décret dit de l'Arc minier de l'Orénoque. Celui-ci livre aux entreprises transnationales 112 000 km² soit 12 % du territoire national, l'équivalent de la superficie d'un pays comme Cuba ou le Portugal, à l'exploitation d'or, de diamants, de fer, de coltan, de bauxite et autres minéraux sous la modalité de la Zone économique de dévelop-

pement national, c'est-à-dire, en dérogeant à l'impôt, au droit du travail et à celui de l'environnement. L'instabilité politique est telle depuis cette date que peu de multinationales exploitent ce territoire, mais l'industrie minière artisanale n'en fait pas moins des ravages contre l'environnement et les communautés locales. Nicolás Maduro est le premier responsable de l'effondrement économique du pays mais, quelles que soient ses fautes, cela ne diminue en rien le caractère cynique et à certains égards criminels des ingérences que commettent les États-Unis et ses alliés depuis plusieurs mois.

Des ingérences qui volent encore davantage l'État vénézuélien

Depuis janvier dernier, une cinquantaine de pays, dont les États-Unis, les gouvernements latino-américains de droite et d'extrême-droite regroupés avec le Canada dans le groupe de Lima et la plupart des membres de l'Union européenne, ont reconnu Juan Guaidó comme président par intérim du Venezuela. Cet acte, en rupture avec la coutume du droit international qui tend à reconnaître le pouvoir effectif d'un gouvernement, est révélateur de l'indignation à

géométrie variable de ces pays, capables de verser des larmes de crocodile sur la démocratie au Venezuela tout en vendant des armes à l'Arabie Saoudite dans sa sanglante guerre au Yémen ou en recevant dans leurs palais présidentiels des dictateurs sanglants tel le maréchal égyptien Al-Sissi. La duplicité du Brésil est à cet égard stupéfiante : comment condamner, légitimement, l'inéligibilité aux critères très politiques d'opposants vénézuéliens comme Henrique Capriles et Leopoldo López tout en infligeant une condamnation tout aussi faible juridiquement à Lula ?

L'attitude des États-Unis est sans aucun doute la plus cynique à l'égard du Venezuela, en tentant d'imposer une aide humanitaire tout en asphyxiant l'État de ses sources de liquidités. En août 2017, l'administration Trump interdit toute entreprise ou citoyen états-unien de contracter de nouvelles obligations à l'égard de l'État vénézuélien, précipitant le défaut partiel de paiement, trois mois plus tard. Ces sanctions ont été alourdies depuis l'auto-

proclamation de Juan Guaidó en gelant les comptes de la CITGO, entreprise appartenant au Venezuela, mais exerçant aux États-Unis et y détenant quelques milliers de stations-service, une cinquantaine de terminaux de stockage et de distribution et trois raffineries, dont la valeur est estimée entre 8 et 13 milliards de dollars. Cette décision peut à juste titre être assimilée à un vol d'une des ressources majeures du Venezuela. La paralysie commerciale devrait s'accroître encore davantage avec l'instauration d'un embargo interdisant à toute entité d'utiliser le dollar pour acheter du pétrole à PDVSA, la puissante firme pétrolière, affaiblie mais principale source de richesses pour le pays. Ces nouvelles décisions du gouvernement Trump, avec leur dimension extraterritoriale, contreviennent également au droit international, comme celles à l'égard de Cuba et de l'Iran. Deux économistes estiment que 40 000 Vénézuéliens sont décédés en raison de ces sanctions², un chiffre difficilement vérifiable qui révèle néanmoins le caractère criminel de

² Mark Weisbrot et Jeffrey Sachs, « Economic Sanctions as Collective Punishment : The Case of Venezuela », Center for Economic and Policy Research, mis en ligne en avril 2019, consulté le 3 mai 2019, disponible en ligne : <<http://cepr.net/publications/reports/economic-sanctions-as-collective-punishment-the-case-of-venezuela>>.

la politique de Donald Trump au Venezuela. Ces mesures, récentes, depuis 2017, ne sont pas la source principale de l'effondrement économique, mais aggravent les conditions de vie des Vénézuéliens en termes de santé, d'alimentation...

Dire cela ne signifie pas que Nicolás Maduro défend la souveraineté nationale. 49,9 % de CITGO sont détenus par Rosneft, la société pétrolière de l'État russe. Le Venezuela s'est endetté à hauteur de 67,2 milliards de dollars envers la Chine entre 2007 et 2018. S'il était louable de diversifier les partenaires économiques pour ne pas demeurer dans un échange inégal exclusif avec les États-Unis, au fil des années, le gouvernement chaviste a alimenté la gabegie du détournement du taux de change et a hypothéqué les richesses nationales pour le profit de partenaires commerciaux, différents, mais tout aussi voraces que les précédents.

Un avenir incertain

L'avenir du Venezuela apparaît bien sombre. Tant que le pays sera subordonné au bord que choisit l'armée ou à des grandes puissances, on peut déterminer trois scénarios : l'arrivée de l'opposition au pouvoir, le maintien de Maduro et une division des forces militaires

qui pourrait dégénérer dans une guerre civile.

L'arrivée au pouvoir de Juan Guaidó serait sans aucun doute le scénario d'une restauration libérale. Le 31 janvier dernier, il a présenté un programme de gouvernement à l'université centrale du Venezuela, le « Plan País », dans lequel il propose une orientation libérale, basée sur un « redimensionnement » du rôle de l'État dans l'économie, la privatisation des services publics... Des économistes, proches de lui, ne cachent pas qu'ils réfléchissent à un retour du FMI et de ses recettes favorables aux entreprises privées, sans que personne n'ait jamais voté pour cela au Venezuela. Les velléités putschistes de ces forces politiques sont d'une telle virulence qu'elles ne permettraient pas l'organisation d'élections transparentes, mais un climat de revanche contre le chavisme et même, plus largement, envers la gauche et les classes populaires. L'engagement des États-Unis est tel qu'il est probable qu'ils n'attendent que le renversement de Maduro pour restaurer leur tutelle sur les fructueuses ressources du sous-solvénézuélien et s'octroyer la priorité dans le paiement de la pléthorique dette.

Pour l'heure, Nicolás Maduro se maintient au pouvoir au prix

d'un recul croissant des formes de démocratie. On aurait pu espérer que, dans un moment aussi critique pour le pays, il tente de renouer avec sa base sociale. Or, il n'en est rien. Les forces spéciales de la police bolivarienne (FAES) répriment de manière ciblée dans les quartiers populaires au prix de nombreux morts. Le site Internet *aporrea* qui publie, depuis les tentatives putschistes de 2002, des points de vue variés de gauche sur l'actualité du Venezuela, est régulièrement bloqué par les fournisseurs d'accès de l'État, depuis plusieurs semaines. Le gouvernement Maduro conduit la population vénézuélienne dans une impasse, non seulement sur un plan démocratique, mais également d'un point de vue économique, en s'avérant incapable de juguler le cycle d'hyperinflation, l'effondrement de la production et les pénuries d'électricité et de produits de première nécessité. Selon l'ONU, plus de 4 millions de Vénézuéliens seraient partis à l'étranger chercher des conditions de vie plus dignes, soit plus de 10 % de la population nationale, une proportion comparable à celle de pays en guerre.

Les appels récurrents aux forces armées de l'opposition pourraient être porteurs d'une guerre civile. La menace est très

hypothétique, mais l'escalade des tensions rend le risque non négligeable. Nicolás Maduro et Juan Guaidó ont misé sur les militaires pour se maintenir ou parvenir au pouvoir, ils sont pour l'heure restés dans leur immense majorité loyaux au gouvernement chaviste. Paradoxalement, l'armée a accru son influence depuis que le pays n'est plus dirigé par un militaire. Hugo Chávez, qui en provenait, avait une autorité naturelle. Nicolás Maduro a acheté cette obéissance au prix fort. Un tiers des ministres sont issus de ses rangs, principalement dans le secteur économique. De nombreuses entreprises publiques sont sous le contrôle de militaires, dont PDVSA. 2 000 officiers ayant été promus généraux, le Venezuela en a désormais autant que l'ensemble des pays de l'OTAN. Si les hauts gradés sont ainsi intéressés au maintien du gouvernement Maduro, les officiers subalternes et les sous-officiers sont l'objet de toutes les attentions. Les assauts répétés et désorganisés de soldats s'inscrivent dans cette logique. Au sein de la population, un noyau dur d'environ 20 % de la population soutient toujours activement Nicolás Maduro. Des millions de Vénézuéliens ont trouvé une dignité pendant les années Chávez et défendront,

pour certains militairement, jusqu'à leur dernier souffle l'exécutif Maduro en fidélité à l'héritage de la période dorée des gouvernements chavistes. L'effondrement des conditions de vie conduit une autre partie des Vénézuéliens à une désespérance pouvant aller jusqu'à la prise d'armes. Si on ajoute à cela le fait que les armes circulent en grand nombre au Venezuela, le pays est une poudrière qui peut exploser à tout moment.

Une autre issue est possible, une sortie par le haut, démocratique. Elle supposerait de remettre le pouvoir, non pas à l'armée ou à des puissances étrangères, mais à la population elle-même, au-delà de l'autoritarisme de Maduro, de l'auto-proclamation de Guaidó et de toutes les ingérences étrangères. Des élections générales doivent être organisées de manière transparente, avec égal financement et égal accès aux médias, ce qui n'a jamais été engagé, ni durant les gouvernements de démocratie représentative de 1958 à 1998, ni durant la période chaviste. Ces changements politiques ne peuvent être durables que si l'économie vénézuélienne se relève. La production pétrolière s'effondre avec le développement de la

crise, de près de 3 millions de barils en 2014 à à peine plus de 700 000 en mai 2019. Pour redonner de l'oxygène à l'économie, il faudrait une annulation, partielle ou totale, de la dette que le Venezuela ne pourra de toute façon pas honorer. Enfin, à long terme, il faudra sortir du paradigme extractiviste qui mène structurellement le Venezuela à la dépendance des cours du pétrole et à des cycles d'abondance et de crise.

Le Venezuela est dans une configuration complexe dont il faut se garder des explications manichéennes. La défense de Nicolás Maduro est une impasse. Son gouvernement ne défend pas un horizon socialiste et l'émancipation des Vénézuéliens, mais s'enlise dans la gabegie et la résolution autoritaire de toutes les protestations. Il ne faut en revanche pas être dupe sur le jeu cynique des États-Unis et de ses alliés, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Ce n'est pas un supposé idéal démocratique, mais des intérêts économiques et géopolitiques dont les Vénézuéliens sont les otages qui sont en jeu. Leur avenir réside sans aucun doute dans une redémocratisation et un redressement économique.